



Arrêté n° 78-2020-11-27-007

**portant aménagement des obligations de fermeture hebdomadaire  
des salons de coiffure pour la fin de l'année 2020  
dans le département des Yvelines**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur**

**Vu** le code du travail, notamment ses articles L.3132-1, L.3132-3, L.3132-29 et R.3135-2 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 1936 réglementant la fermeture hebdomadaire des salons de coiffure dans le département de Seine et Oise ;

**Vu** l'avis favorable de la confédération des petites et moyennes entreprises – CPME 78 du 1<sup>er</sup> octobre 2020 concernant la période des fêtes de fin d'année ;

**Considérant** la période de fermeture imposée aux salons de coiffure en raison des mesures prises pour faire face à la pandémie de Covid 19, en vertu du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 susvisé ;

**Considérant** les mesures de distanciation prises et l'application des protocoles sanitaires nécessaires pour éviter la propagation du virus ;

**Considérant** la forte demande due à la fermeture des salons pendant une période d'un mois ;

**Considérant** la hausse habituelle de l'activité lors des fêtes de fin d'année ;

**Considérant** que la fermeture des salons de coiffure les derniers dimanches de l'année 2020 serait préjudiciable au bon fonctionnement de ces établissements ;

**Considérant** que la suspension de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 1936 susvisé répond autant aux intérêts de la clientèle qu'à ceux des professionnels de ce secteur d'activité ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 1936 réglementant la fermeture hebdomadaire des salons de coiffure sont suspendues à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'année 2020 dans le département des Yvelines.

**Article 2 :** Les salariés des salons de coiffure sont exceptionnellement autorisés à travailler les dimanches, jusqu'à la fin de l'année 2020, sous réserve d'avoir donné leur accord écrit à leur employeur.

**Article 3 :** Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire du travail ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés, doivent être respectées.

**Article 4 :** le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (préfet des Yvelines - bureau de la réglementation générale) ou d'un recours hiérarchique (ministre du travail – DGT - 39 - 43 Quai André Citroën – 75015 Paris).

Le recours gracieux et/ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

**Article 5 :** Le préfet des Yvelines, le sous-préfet de Versailles, les sous-préfets de Mantes-La-Jolie, de Saint-Germain-en-Laye et de Rambouillet, la responsable de l'unité départementale des Yvelines de la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi et les maires des communes des Yvelines concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27 NOV. 2020

Le préfet,



Jean-Jacques BROT